

PETITE MONDIALIS

La pandémie et la guerre en Ukraine accélèrent le recul de la mondialisation amorcé dès 2008. Elles pourraient aussi engager l'économie mondiale vers une plus grande fragmentation des systèmes productif et financier.

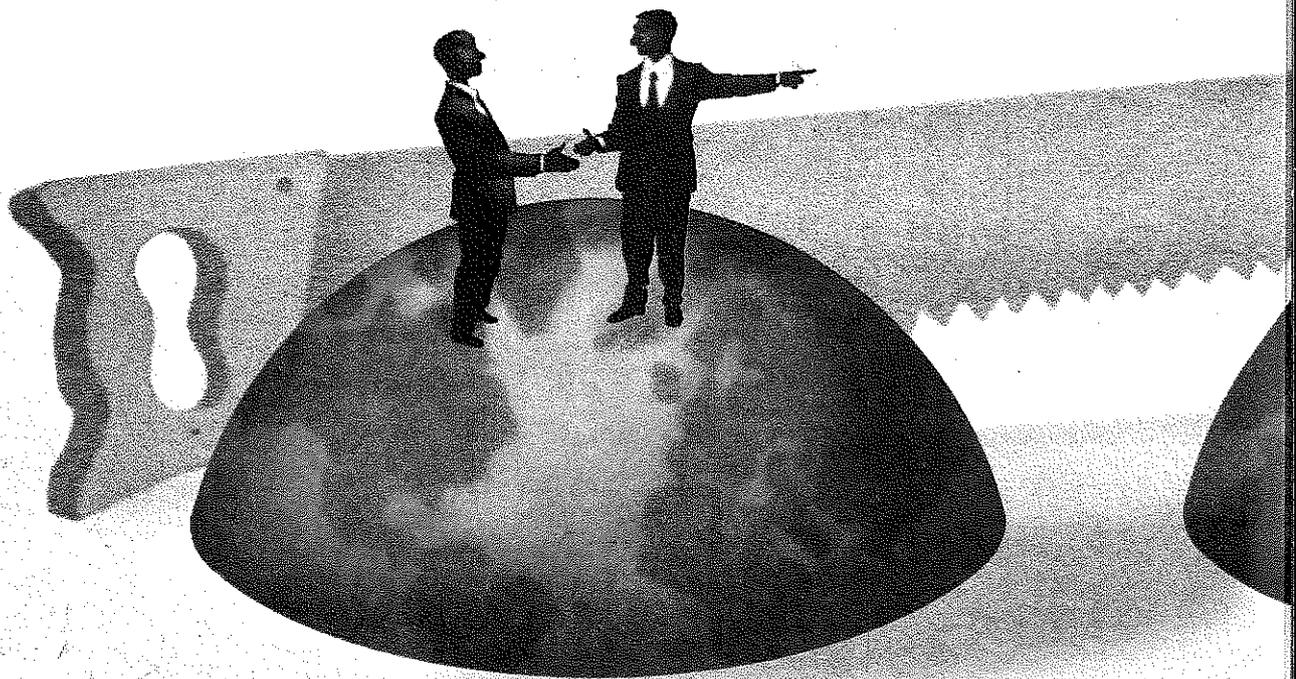
Après une crise financière, une pandémie et une guerre en Europe, où en est la mondialisation économique ? Elle se porte assurément moins bien ! De quel point de vue ? La mondialisation, c'est d'abord l'organisation de chaînes de production au niveau mondial par les multinationales. Elles décident où est produit quoi et avec quelles conditions de travail. Ces choix sont déjà moins mondiaux depuis 2008 et le seront encore moins demain. La mondialisation, c'est aussi la circulation de l'épargne en quête de placements internationaux, les banques et les investisseurs financiers décidant qui reçoit des capitaux (pays, entreprises, collectivités locales...) et à quel taux d'intérêt. Là aussi, le recul est enclenché. Mais pas au point d'entraîner une démondialisation

complète ou de supprimer la domination du dollar sur le système monétaire international. La globalisation économique ne va pas disparaître, elle va continuer à baisser d'intensité.

UNE DYNAMIQUE INTERROMPUE

Pour bien mesurer l'importance des changements en cours, il faut prendre un peu de recul. Après la Seconde Guerre mondiale, la mondialisation suit une première phase de développement progressif de la fin des années 1950 aux années 1990. Ensuite, jusqu'en 2007-2008, nous entrons dans une deuxième phase qualifiée par le chercheur américain Dani Rodrik d'« hypermondialisation » avec une explosion des investissements des multinationales à l'étranger et une forte circulation internationale des capitaux.

Depuis la crise financière de 2008, nous sommes entrés dans une troisième phase, durant laquelle la mondialisation économique a atteint un plateau avant de reculer un peu. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) suit régulièrement la participation des firmes aux chaînes de production mondiale et elle parle aujourd'hui de « slowbalisation », de ralentissement⁽¹⁾. Une façon de mesurer le degré de mondialisation de la production est de regarder la part, dans la valeur ajoutée nationale, des biens intermédiaires, c'est-à-dire des produits



SATION ENTRE AMIS

non finis, destinés à être exportés pour être retravaillés dans un autre pays. Elle est passée de 9,6 % en 1995 à 14,2 % en 2008 et 12,1 % en 2020, le recul est amorcé.

Du côté de la finance, on note les mêmes tendances. Les activités internationales des banques ont reculé d'un quart entre leur plus haut de 2008 et la fin 2021, et même de 40 % en ce qui concerne les banques de la zone euro. De la même façon, les Etats se financent désormais de moins en moins avec l'apport d'épargne étrangère. Par exemple, la part des détenteurs non résidents de la dette publique est passée en France d'un plus haut de 71 % en 2010 à 48 % à la fin 2021. Et pour le plus grand marché de dette publique au monde, celui des Etats-Unis, la part des détenteurs étrangers se situe à environ 45 % du total, contre près de la moitié en 2008.

DES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT VULNÉRABLES

C'est sur ces tendances au recul de la mondialisation que sont survenus une pandémie mondiale en 2020 et le conflit en Ukraine en 2022. Les deux événements entretiennent la dynamique de reflux de la mondialisation.

L'OMC souligne que « le Covid-19 a fortement exposé les vulnérabilités de beaucoup de chaînes de production ». Lorsque les usines sont fermées et les

ports bloqués à l'autre bout du monde, même si la situation s'améliore dans son pays, il est difficile de s'approvisionner. Et dans son exercice de prévisions publié fin avril, le Fonds monétaire international (FMI) souligne que « la rupture des chaînes d'approvisionnement a d'importants effets réels sur

les stocks, la production et les ventes des entreprises. Ces effets étaient toujours présents début 2022 ». Lorsque les cas de Covid repartent à la hausse à Shanghai et que le grand port commercial chinois se retrouve bloqué, une grande partie de la mondialisation est en panne. Lorsque le conflit en Ukraine prive le monde d'une partie de la production alimentaire et de certains métaux (palladium, rhodium), c'est la même chose. Loin de la mondialisation heureuse, les liens commerciaux internationaux apparaissent désormais aux yeux des Etats et des firmes comme des sources potentielles de vulnérabilité.

Résultat, des Etats-Unis à l'Europe, les dirigeants politiques développent de nouvelles politiques industrielles, sur les semi-conducteurs, les batteries électriques, le cloud, etc., afin de gagner en autonomie et moins dépendre du reste du monde. Et sur toutes ces industries stratégiques, les gouvernements mettent désormais plus de barrières à la possibilité pour des investisseurs étrangers d'acheter des entreprises locales. En moyenne, sur la période 2003-2007, pour les pays modifiant leurs réglementations vis-à-vis des investisseurs étrangers, seules 15 % de ces réglementations allaient dans un sens restrictif, c'était un tiers en 2020.

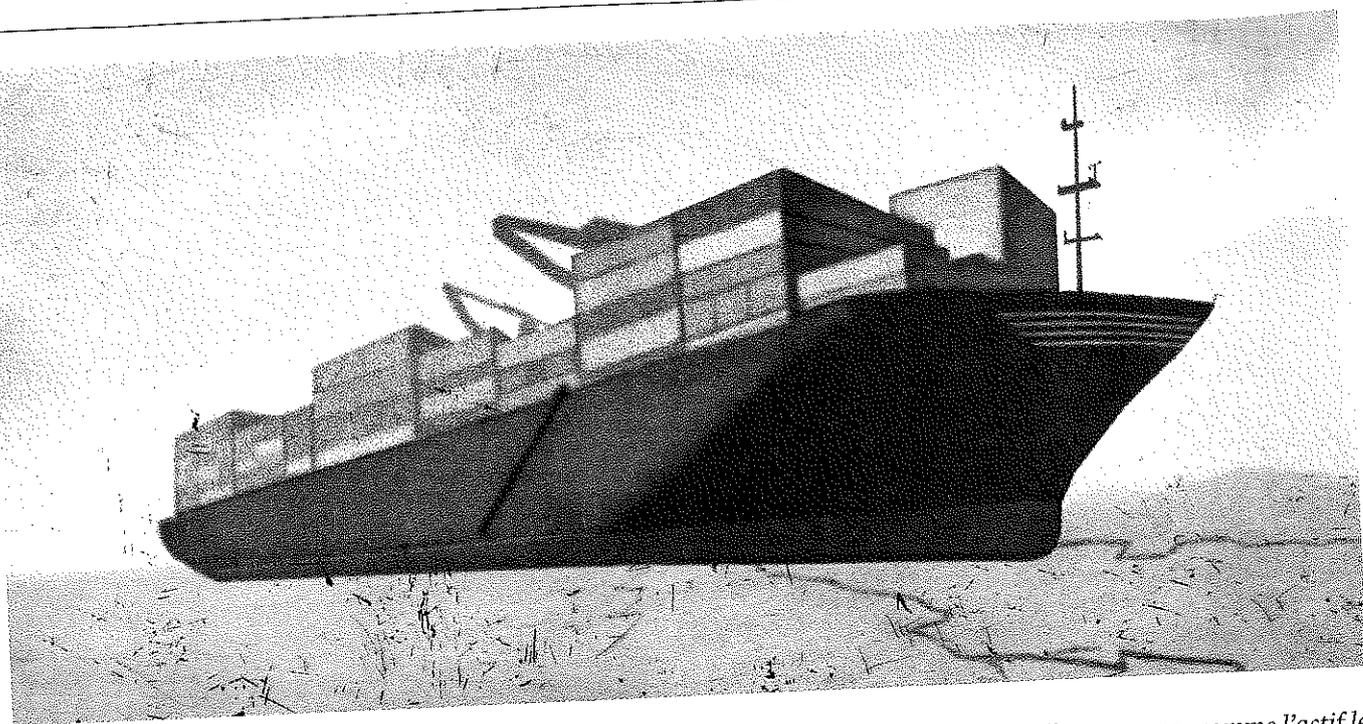
Qui plus est, dans un discours prononcé le 13 avril dernier, Janet Yellen, la secrétaire au Trésor américaine, a avancé un nouveau concept, celui de « la mondialisation entre amis » (*friendshoring*). « Notre objectif devrait être de disposer d'un commerce libre mais sûr », précise-t-elle, entendu dans le sens d'une intégration économique réservée aux pays alliés sur la scène politique internationale. Même analyse du côté de l'OMC, pour qui l'un des effets directs de la guerre en Ukraine sera de provoquer « un mouvement vers une mondialisation entre amis dans laquelle des biens stratégiquement importants sont produits nationalement ou proviennent de pays alliés » [2]. De ce point de vue, « la guerre en Ukraine représente

La globalisation économique ne va pas disparaître, elle va continuer à baisser d'intensité



[1] Voir « Global Value Chain Development Report 2021. Beyond Production », novembre 2021.

[2] « The Crisis in Ukraine. Implications of the War for Global Trade and Development », avril 2022.



potentiellement un choc plus fort sur la mondialisation que la pandémie », analyse Sébastien Jean, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam). A ses yeux, « la guerre va marquer durablement les comportements : le clivage avec la Russie est là pour durer et l'utilisation des sanctions économiques va se renforcer. Cela va accroître la quête d'autosuffisance. C'est le cas en Chine, aux Etats-Unis, en Europe, où les secteurs considérés comme stratégiques vont être massivement subventionnés pour assurer une production locale ».

A tout cela, on peut ajouter que depuis l'accord passé en 2021 sur la mise en œuvre, prévue pour la fin 2023, d'un taux minimum d'imposition des profits logés à l'étranger par les multinationales, les Etats ont décidé de retrouver de la souveraineté fiscale.

Bref, pour Larry Fink, le patron de BlackRock, le plus grand fonds d'investissement mondial, après la pandémie, « l'invasion russe de l'Ukraine a mis fin à la mondialisation telle que nous la connaissons depuis trente ans ».

LA FIN DU DOLLAR ? PAS TOUT DE SUITE !

L'économie mondiale pourrait ainsi connaître un scénario de plus grande fragmentation. Avec des chaînes de production plus nationales ou plus régionales et plus fluctuantes selon les aléas de la géopolitique mondiale. Une fragmentation qui ne touchera pas que le système productif, mais également la finance mondiale.

Les sanctions imposées à la Russie ont accéléré une perte de confiance dans le dollar et dans l'euro, a assuré début avril Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin. Est-ce vraiment le cas ? En réponse au déclenchement de la guerre en Ukraine, les Occidentaux ont gelé toutes les réserves monétaires détenues sur leur sol par la Banque centrale de Russie. « C'est une première, et cela risque de diminuer un peu la confiance que le reste du monde accorde

au dollar, traditionnellement perçu comme l'actif le plus sûr dans le monde », admet Carl Grekou, économiste au Cépii. Ce gel montre que même le dollar n'est pas une réserve de valeur sûre à 100 % et qu'il peut devenir une faiblesse en cas de non-alignement de son détenteur avec les Etats-Unis. La Russie l'avait déjà compris, puisque sa banque centrale

LE RETOUR DE PROPOSITION

A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. La pandémie de Covid puis la guerre en Ukraine suscitent des débats économiques dont on n'avait plus l'habitude. De grandes institutions internationales appellent à taxer les profits excessifs des producteurs d'énergie, les dirigeants politiques allemands commencent à parler de rationnement de l'énergie pour l'hiver prochain et, face à la montée de l'inflation, on voit resurgir la nécessité d'un contrôle des prix. On est loin de l'orthodoxie habituelle des économistes dominants et de leur confiance dans les vertus du marché ! Retour sur des argumentations oubliées.

Taxer les profits exceptionnels. « On croit mourir pour la patrie et on meurt pour les industriels »,

écrivait Anatole France en 1922. On croit mourir pour l'Ukraine et on meurt pour les profits des producteurs de gaz et de pétrole, pourrait-on dire aujourd'hui. Une longue liste de pays a mis en œuvre une taxation des profits exceptionnels pendant ou après les deux guerres mondiales du XX^e siècle, des bénéfices acquis « honteusement du malheur national », précisait la loi française de 1916. Aujourd'hui, les énormes profits des laboratoires pharmaceutiques du fait de la pandémie, acquis en grande partie grâce à de l'argent public, de même que ceux des producteurs d'énergie (16 milliards pour Total en 2021, 3,7 milliards pour Engie) entrent à ce point dans la catégorie des profits honteux que, de l'Agence

a récemment réduit ses réserves en dollars (elles représentent 16 % du total en juin 2021, contre 22 % un an plus tôt) au profit de l'euro et dans une moindre mesure de la livre sterling et du renminbi chinois.

Mais il en faudra plus pour remettre en cause la domination du billet vert dans le système monétaire international héritée du système de Bretton Woods, mis en place après la Seconde Guerre mondiale. « *L'internationalisation d'une monnaie s'apprécie par son utilisation off-shore, en dehors de son territoire national, pour les échanges commerciaux et financiers, comme réserve de change (...). L'importance du pays dans le commerce international, son poids économique et le développement de son système financier sont les éléments fondateurs de ce rôle* », observe Mary-Françoise Renard, professeure d'économie à l'université Clermont Auvergne [3]. Et à ce titre, le dollar a de l'avance. Sa part dans les réserves des banques centrales a certes diminué depuis les années 2000 (- 12 points de pourcentage), mais elle s'élève encore à 59 %, loin devant l'euro (20 %). S'agissant des échanges internationaux, les facturations en dollars et en euros ont une proportion

“

L'invasion russe de l'Ukraine a mis fin à la mondialisation telle que nous la connaissons depuis trente ans”

LARRY FINK,
patron de BlackRock

similaire (43 %, contre 37 %). « *On notera la dimension internationale du dollar : les États-Unis représentent approximativement 11 % du commerce mondial, soit un rapport facturation en dollars/part dans le commerce de 3,7, contre seulement 1,2 pour l'euro* », nuance Carl Grekou [4].

Et jusqu'à présent, le dollar ne dispose pas de concurrents sérieux. En l'absence de mécanismes de solidarité budgétaire au sein de la zone euro, qui permettraient d'assurer que les difficultés de paiement d'un pays européen soient couvertes par les autres pays, la monnaie unique n'est pas une valeur refuge assez crédible. Elle ne propose pas assez d'actifs perçus comme sûrs, à l'exception de la dette émise par certains pays, comme l'Allemagne.

L'ALTERNATIVE CHINOISE

Et si un changement venait de la Chine ? Pékin fait depuis quelques années des efforts pour internationaliser sa monnaie, ainsi qu'en témoigne la mise en place en 2015 d'un système de paiement interbancaire (Cips, pour China International Payment System) alternatif à Swift. « *La transition écologique, parce qu'elle nécessite l'utilisation de terres rares détenues en grande majorité par la Chine, pourrait également jouer en faveur de l'utilisation du renminbi* »,

[3] *La Chine dans l'économie mondiale. Entre dépendance et domination*, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2021.

[4] *L'économie mondiale 2021*, Cépii, coll. Repères, La Découverte, 2021.

ITIONS ICONOCLASTES

internationale de l'énergie au Fonds monétaire international en passant par l'OCDE, de nombreuses organisations économiques internationales n'hésitent pas à réclamer une taxation exceptionnelle de ces résultats.

Contrôler les prix. Une autre façon d'obliger les firmes à redistribuer les bénéfices issus de la forte hausse du prix de leurs produits liée à la guerre consiste à recourir au contrôle des prix. D'Arthur Cecil Pigou à John Kenneth Galbraith, en passant par John Maynard Keynes et quelques autres, la liste est longue des économistes de renom qui ont prôné une telle politique. Un économiste libéral mettra en avant l'idée qu'une forte hausse des prix, par exemple du pétrole et du gaz, finira par réduire la demande, et les prix

diminueront. Certes, mais, d'une part, cela prend du temps et, d'autre part, ce sont les ménages les plus pauvres qui subissent le plus le coût de l'ajustement [1]. Même le rapport libéral de Jacques Rueff et Louis Armand de 1960 indiquait qu'« *un blocage rigoureux des prix et des salaires ne peut être qu'une mesure de circonstance, justifiée seulement par des situations très exceptionnelles* ».

Mesure exceptionnelle donc, mais dont le principe n'est pas refusé. **Rationner.** Enfin, une autre façon extrême de se substituer au marché consiste pour un gouvernement à organiser le rationnement des produits manquants. Cela a été fait dans l'histoire, principalement pour les biens

énergétiques, ainsi que pour les produits alimentaires. La chercheuse Mathilde Szuba parle ainsi d'« *une organisation collective de la sobriété* » [2], un partage organisé des efforts de réduction des consommations dans une situation de pénurie afin d'éviter que les plus aisés s'approprient des biens essentiels en y mettant le prix. C'est prendre parti pour les consommateurs les plus pauvres afin d'assurer à tous la distribution de biens essentiels. Rationnement, contrôle des prix, taxation des profits exceptionnels représentent trois politiques qui visent à redistribuer au plus grand nombre les bénéfices issus de situations économiques extraordinaires dont ne tirent parti que quelques-uns.

Le gouvernement français a ainsi décidé de contrôler les prix de l'électricité vendue par EDF pendant plusieurs mois afin de faire face aux hausses dues à la pandémie puis à la guerre. Son homologue allemand se demande quels ménages et quelles industries devraient réduire leur consommation d'énergie en cas de rupture de l'approvisionnement russe. En mars dernier, la Commission européenne incitait les gouvernements à récupérer une partie des profits réalisés par les énergéticiens. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles.

[1] « *La théorie du contrôle des prix* », par Stéphanie Laguërodie et Francisco Vergara, en ligne sur www.franciscovergara.com

[2] « *Le rationnement, du provisoire au permanent : sur l'évolution des formes de l'action publique dans l'organisation de la sobriété* », par Mathilde Szuba, in *Sobriété énergétique*, Quae, 2020.